

lors de notre réunion qui vient de prendre fin à Nassau, les chefs de gouvernement du Commonwealth ont convenu de mesures communes contre l'Afrique du Sud.

Et l'augmentation des pressions donne des résultats. Déjà, le milieu des affaires a posé le geste sans précédent de manifester son opposition au régime d'*apartheid*. L'effet combiné de la dissidence intérieure et de la condamnation extérieure ébranle manifestement le gouvernement sud-africain. Les Mandela, les Tutu, les Boesak finiront par avoir gain de cause.

Nous espérons — comme tous sans doute l'espèrent — que le bain de sang et la violence feront place à la transition pacifique vers une société libre et démocratique. Nous espérons — comme tous sans doute l'espèrent aussi — que la République d'Afrique du Sud se rendra à la raison avant de succomber totalement aux ondes de choc de la violence.

Le Canada est prêt, si des changements fondamentaux ne se produisent pas en Afrique du Sud, à envisager des sanctions totales contre ce pays et son régime de répression. S'il ne survient aucun progrès dans le démantèlement de l'*apartheid*, nous n'aurons peut-être pas d'autre solution que de rompre complètement nos relations avec l'Afrique du Sud. Notre but n'est pas de punir ou de pénaliser, mais plutôt de hâter un changement pacifique. Nous ne visons pas à l'affrontement, mais à la réconciliation au sein de l'Afrique du Sud de même qu'entre l'Afrique du Sud et ses voisins.

La voie du dialogue débute avec le rejet de l'*apartheid* et prend fin avec la participation entière et égale de tous les Sud-Africains au gouvernement de leur pays. C'est la voie qui aboutit à la paix. Si cette solution n'est pas acceptée, le recours aux sanctions sera sûrement intensifié. Le Canada est prêt, si des changements fondamentaux ne se produisent pas en Afrique du Sud, à envisager des sanctions totales contre ce pays et son régime de répression. Plus encore, s'il ne survient aucun progrès dans le démantèlement de l'*apartheid*, nous n'aurons peut-être pas d'autre solution que de rompre complètement nos relations avec l'Afrique du Sud.

Il y a 40 ans, le monde émergeait des ruines d'un conflit mondial qui l'a laissé en plein chaos économique. Aujourd'hui, bien que nous ayons fait d'énormes progrès, des centaines de millions de personnes sont coincées dans une situation économique désespérée. Au cours des dernières semaines, depuis cette tribune même, des chefs d'État, des chefs de gouvernement et des ministres des Affaires étrangères ont brossé un inquiétant tableau de la situation de leur pays, aux prises dans certains cas avec le fardeau d'une dette écrasante et de sombres perspectives d'avenir et, dans d'autres, avec la menace du protectionnisme.

Le Canada fait pression de toute son influence pour qu'ait lieu de toute urgence une nouvelle ronde de négociations commerciales multilatérales. Nous cherchons à libéraliser davantage nos propres relations commerciales avec notre principal partenaire, les États-Unis d'Amérique. Nous travaillons activement à accroître la capacité des institutions financières internationales d'alléger l'accablant fardeau de dettes des pays du tiers monde et de susciter une reprise de la croissance. Nous augmenterons aussi notre aide.

Et à ce propos, l'aide acheminée de toutes les régions du monde, par suite de véritables mouvements

---